

# Le marché du travail retrouve son dynamisme

Avec la levée des restrictions sanitaires et la reprise de l'activité économique, le nombre de demandeurs d'emploi diminue très fortement en 2021 en Île-de-France mais n'a pas retrouvé son niveau d'avant-crise, contrairement au reste du pays. En un an, le nombre de personnes inscrites à Pôle emploi et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) recule de 6,1 % et s'établit, en moyenne, à 997 320 au quatrième trimestre 2021. Parmi elles, 663 140 personnes sont sans emploi (catégorie A) et 334 180 exercent une activité réduite (catégories B et C). Après avoir augmenté de 0,5 point en 2020 et diminué d'autant en 2021, le taux de chômage francilien s'élève à 7,2 % de la population active au quatrième trimestre 2021.

En Île-de-France, fin 2021, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité au cours du dernier mois (catégorie A) recule de 12,5 % par rapport à l'année précédente ► **figure 1**. Il avait augmenté de 15,6 % en 2020 sous l'effet de la crise sanitaire. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C augmente de 9,8 % en un an, hausse qui reflète la reprise d'une activité partielle pour une partie des demandeurs auparavant inscrits en catégorie A. Au total, l'effectif des catégories A, B, C diminue de 6,1 % mais reste légèrement supérieur à celui d'avant-crise, observé fin 2019.

Ces évolutions sont très proches de celles constatées en France, où la demande d'emploi, pourtant moins durement affectée par le ralentissement brutal de l'activité en 2020, diminue en un an de 12,4 % en catégorie A et de 5,7 % en catégories A, B, C. Contrairement à l'Île-de-France, la demande d'emploi en France est désormais inférieure à son niveau d'avant-crise. Le nombre de demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D), progresse de 24,4 % dans la région, contre - 6,0 % au niveau national.

Après une année 2020 difficile, Paris est le département francilien pour lequel la baisse du nombre de demandeurs

d'emploi en 2021 est la plus forte : - 16,6 % en un an en catégorie A et - 8,2 % en catégories A, B, C. Dans les Hauts-de-Seine et l'Essonne, le recul du nombre de demandeurs d'emploi est également plus prononcé qu'au niveau national.

### Les demandeurs d'emploi les plus pénalisés par la crise sanitaire profitent le plus de la reprise

En un an, en catégorie A, le nombre de demandeurs d'emploi baisse notamment parmi ceux qui recherchent un poste dans les domaines de « l'hôtellerie, restauration, alimentation », de « la gestion, administration des entreprises », ainsi que dans celui de « la communication, information, art et spectacle ». Le recul concerne toutes les classes d'âges, les demandeurs de moins de 25 ans (- 18,8 %, soit - 16 020), ceux âgés de 25 à 49 ans (- 14,2 %, soit - 66 890) et les 50 ans ou plus (- 6,1 %, soit - 12 240). Cependant, les demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans sont les seuls à être moins nombreux qu'au quatrième trimestre 2019, avant la crise sanitaire. La baisse est, en outre, un peu plus marquée pour les hommes que pour les femmes (- 12,8 % contre - 12,3 %). L'écart atteint 1,5 point en France métropolitaine (- 13,7 % pour les hommes contre - 12,2 % pour les femmes).

La demande d'emploi en catégories A, B, C diminue du fait essentiellement d'une hausse des sorties de Pôle emploi (+ 12,2 % en un an, soit + 11 310) et, dans une moindre mesure, d'une baisse des entrées (- 1,3 %, soit - 1 220). La hausse des sorties, en grande partie liée à des reprises d'emploi, semble favorable aux demandeurs de longue durée, dont le nombre repart à la baisse depuis le deuxième trimestre 2021. Sur l'année néanmoins, le nombre d'inscrits de moins d'un an diminue particulièrement (- 8,4 % contre - 3,7 % pour les inscrits depuis un an ou plus).

### Le taux de chômage retrouve son niveau d'avant-crise

En Île-de-France, après une année 2020 marquée par de fortes fluctuations, le taux de chômage au sens du BIT se stabilise entre 7,6 % et 7,7 % durant les trois premiers trimestres de 2021 ► **figures 2 et 3**. Il recule ensuite de 0,5 point au quatrième trimestre 2021 pour atteindre 7,2 % de la population active, comme en France métropolitaine. Il retrouve son niveau d'avant-crise, le plus bas depuis 2009 si l'on excepte la baisse ponctuelle en « trompe-l'œil » du printemps 2020 liée à la crise sanitaire. En France (hors Mayotte), le taux de chômage s'établit à 7,4 %, soit 0,8 point de moins qu'au quatrième trimestre 2019.

Jusqu'à la plus basse d'Île-de-France depuis 2008, le taux de chômage des Yvelines se retrouve en 2021 au-dessus de celui de Paris. La capitale bénéficie de la baisse la plus forte, sur l'année, des départements franciliens (- 0,8 point). Au quatrième trimestre, Paris et les Hauts-de-Seine enregistrent désormais les taux départementaux les plus faibles, respectivement 6,0 % et 6,2 %. La Seine-Saint-Denis conserve le taux de chômage le plus élevé de la région (10,5 %), loin devant le Val-d'Oise (8,4 %) et le Val-de-Marne (7,3 %). ●

Benoît Trinquier (Drieets Île-de-France)

#### ► Politique de l'emploi

Comme au niveau national, le dynamisme du marché du travail en 2021 peut s'appuyer sur un renforcement des politiques de l'emploi, notamment en direction des jeunes éloignés de l'emploi ► **figure 4**. Dans la continuité du plan « 1 jeune, 1 solution », l'année est en effet marquée par une hausse des prescriptions de parcours emploi compétences (PEC) et de contrats initiative emploi (CUI-CIE). En Île-de-France, le CUI-CIE n'a redémarré qu'à partir de l'été 2020 et ne concerne que les jeunes, très présents dans la région, ce qui explique la très forte hausse du dispositif en 2021. L'insertion par l'activité économique (IAE) touche un public plus large et constitue la plus grosse part des contrats aidés. Le dynamisme de l'alternance est, quant à lui, porté par l'apprentissage, dont la croissance (+ 43,4 % par rapport à 2020) est associée à la réforme introduite par la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel et par les mesures de soutien décidées dans le cadre des aides à l'embauche des jeunes. Enfin, les dispositifs d'accompagnement des jeunes, ralentis en 2020 du fait du contexte de crise, sont dynamiques en 2021, en particulier la « garantie jeunes » qui bénéficie de moyens financiers supplémentaires.

## ► 1. Demandeurs d'emploi en fin de mois

Décomposition	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2021				Évolution 2021 T4 / 2019 T4		Évolution 2021 T4 / 2020 T4		Évolution annuelle moyenne 2019 T4 / 2014 T4 <sup>1</sup>	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C (en % de l'ensemble)	Catégorie A (en % de l'ensemble)	Catégories A, B, C (en %)	Catégorie A (en %)	Catégories A, B, C (en %)	Catégorie A (en %)	Catégories A, B, C (en %)	Catégorie A (en %)
Hommes	502 260	340 010	50,4	51,3	3,4	2,1	-6,2	-12,8	0,5	-0,9
Femmes	495 060	323 130	49,6	48,7	0,9	0,0	-6,1	-12,3	2,0	0,9
Moins de 25 ans	94 390	69 050	9,5	10,4	4,1	2,0	-13,2	-18,8	-1,8	-2,5
De 25 à 49 ans	624 200	404 470	62,6	61,0	0,4	-0,9	-7,3	-14,2	0,5	-0,8
50 ans ou plus	278 720	189 620	27,9	28,6	5,5	5,0	-0,7	-6,1	4,5	2,9
Inscrits depuis un an ou plus	491 510	nd	49,3	nd	8,6	nd	-3,7	nd	2,9	nd
dont inscrits depuis 2 ans ou plus	293 260	nd	29,4	nd	12,3	nd	3,2	nd	4,3	nd
<b>Île-de-France</b>	<b>997 320</b>	<b>663 140</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>2,1</b>	<b>1,1</b>	<b>-6,1</b>	<b>-12,5</b>	<b>1,2</b>	<b>0,0</b>
<b>France entière</b>	<b>5 685 400</b>	<b>3 361 900</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>-1,3</b>	<b>-5,7</b>	<b>-5,7</b>	<b>-12,4</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,9</b>

nd : données non disponibles.

<sup>1</sup> Évolution qui aurait été observée pour les demandeurs d'emploi en fin de mois pour chaque année de la période considérée, en supposant une évolution identique chaque année.

Note : données CVS-CJO.

**Avvertissement :** le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.

Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

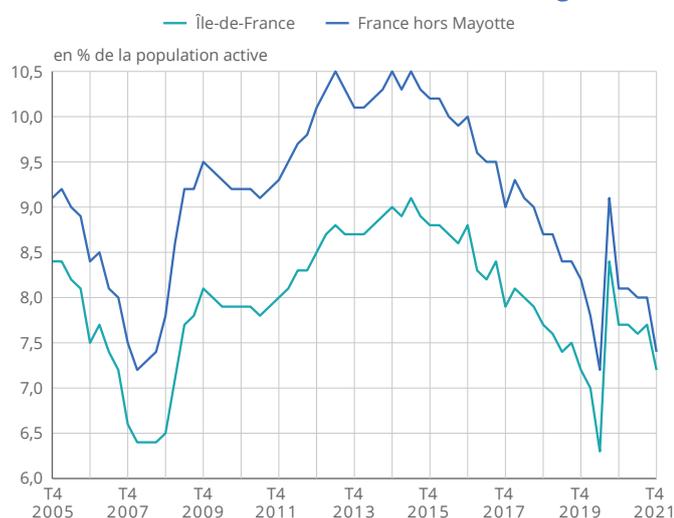
## ► 2. Taux de chômage

Zonage	2019 T4	2020 T4	2021 T1	2021 T2	2021 T3	2021 T4	en % de la population active	
							Évolution 2021 T4 / 2019 T4 (points de %)	Évolution 2021 T4 / 2020 T4 (points de %)
Paris	6,3	6,8	6,7	6,5	6,4	6,0	-0,3	-0,8
Seine-et-Marne	6,8	7,3	7,3	7,3	7,4	7,0	0,2	-0,3
Yvelines	6,3	6,7	6,7	6,7	6,8	6,5	0,2	-0,2
Essonne	6,6	7,0	7,0	6,9	7,0	6,6	0,0	-0,4
Hauts-de-Seine	6,3	6,8	6,8	6,7	6,7	6,2	-0,1	-0,6
Seine-Saint-Denis	10,6	11,1	11,0	11,0	11,1	10,5	-0,1	-0,6
Val-de-Marne	7,3	7,9	7,8	7,8	7,9	7,3	0,0	-0,6
Val-d'Oise	8,4	9,0	8,9	8,8	9,0	8,4	0,0	-0,6
<b>Île-de-France</b>	<b>7,2</b>	<b>7,7</b>	<b>7,7</b>	<b>7,6</b>	<b>7,7</b>	<b>7,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,5</b>
<b>France hors Mayotte</b>	<b>8,2</b>	<b>8,1</b>	<b>8,1</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>7,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,7</b>

Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé.

## ► 3. Évolution trimestrielle du taux de chômage



Notes : données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS.

Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé.

## ► 4. Entrées dans les dispositifs de contrats aidés, d'alternance et d'accompagnement des jeunes en Île-de-France

Type d'aide	2019	2020	2021
<b>Aides à l'emploi</b>	<b>175 359</b>	<b>177 723</b>	<b>244 500</b>
- Contrats aidés	32 230	29 524	47 620
Parcours emploi compétences (PEC) et contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	8 397	5 538	8 166
Contrats initiative emploi (CUI-CIE)	nd	249	12 359
Insertion par l'activité économique (IAE) <sup>1</sup>	23 829	23 737	27 095
- Contrats en alternance	<b>143 129</b>	<b>148 199</b>	<b>196 880</b>
Apprentissage	77 454	117 233	168 067
Contrats de professionnalisation	65 675	30 966	28 813
<b>Accompagnement des jeunes</b>	<b>56 932</b>	<b>55 789</b>	<b>68 708</b>
Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACÉA)	56 932	55 789	68 708
dont Garantie jeunes	12 058	11 364	22 073
<b>Emplois francs</b>	<b>nd</b>	<b>5 227</b>	<b>5 630</b>

nd : données non disponibles.

<sup>1</sup> Année glissante de décembre N-1 à novembre N.

Note : les entrées comprennent les conventions initiales et les reconductions de contrats.

Source : Dares, extraction du 01/04/2022.

### ► Pour en savoir plus

- Site de la DRIEETS Île-de-France : <https://idf.drieets.gouv.fr>
- Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, données trimestrielles, Dares : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-demandeurs-demploi-inscrits-pole-emploi>